

A... comme avenir économique

Petit abécédaire
des conférences 2009-2012
du Conseil de Développement
du Pays de Lorient



A... comme avenir économique

Petit abécédaire
des conférences 2009-2012
du Conseil de développement
du Pays de Lorient

*Une sélection subjective
et collective
des messages à retenir*

Liste des conférences

«Avenir économique» 2009-2012



1 Eco origin :
un cluster pour des projets verts

Robert Jestin - Mai 2009



2 La crise :
c'est par où la sortie ?

Guillaume Duval - Novembre 2009



3 L'avenir de l'industrie en France
à quelles conditions ?

Jean Luc Gréau - Janvier 2010



4 Crise financière
ou crise de civilisation ?

Paul Jorion - Février 2010



5 L'avenir des territoires bretons

Alain Even - Mars 2010



6 Economie résidentielle
économie productive : quelles
stratégies pour le territoire ?

Laurent Davezies - Mars 2010



7 Economie verte ou
développement durable :
quels enjeux pour le territoire ?

Christian Dutertre - Janvier 2011



8 Formation tout au long de la vie :
incantations et réalités.

Gérard Podevin - Février 2011



9 Mondialisation économique :
quelles marges de manœuvre
pour le niveau local ?

EM Mouhoud - Avril 2011



10 Les jeunes et la crise économique :
insertion différée
ou génération galère ?

Camille Peugny - Octobre 2011



11 Y a-t-il encore des alternatives
économiques ?

Thierry Pech - Mars 2012



12 Quel avenir économique
pour les villes moyennes ?

Guy Baudelle - Avril 2012



13 L'économie verte :
une voie de sortie de crise ?

Eloi Laurent - Mai 2012

Le mot du président



Des lettres de l'alphabet pour déchiffrer l'économie

C'est comme si nous étions là, le souffle coupé, dans l'attente angoissée de nouvelles catastrophes... Le monde dans lequel nous vivons semble entraîné dans un tourbillon sans fin où l'accumulation de problèmes apparemment sans solutions nous interpelle.

Crise de l'environnement, réchauffement climatique, crise économique qui provoque une envolée des courbes du chômage, crise sociale qui abandonne aux utopies le rêve d'une société plus égalitaire, crise politique qui mêle désaffection des citoyens et hésitation des décideurs. Plus rien ne nous semble réussir et la suffisance de nos sociétés industrielles, hier encore si sûr d'elles, a laissé la place à un désarroi sans autre ressource que de ressasser les mêmes recettes dont on sait déjà qu'elles sont définitivement obsolètes.

Devant un tel tableau nous pourrions baisser les bras, quitter tranquillement la scène, saluer, laisser le rideau tomber. Dernier clap de fin...

Mais foin de ce pessimisme débridé ! Si la situation est noire elle n'est pas aussi désespérée qu'il y paraît. À y regarder de plus près il est une foule d'idées nouvelles qui offrent des opportunités de réflexion, des pistes à inventorier et des espérances pour l'avenir de nos économies.

Mettre un terme à la sombre morosité de l'époque, montrer qu'il existe des alternatives, inciter à agir; c'est ainsi que depuis un peu plus de trois ans le Conseil de Développement du Pays de Lorient qui par nature à vocation à interpeller le monde tel qu'il est, a proposé un cycle de treize conférences ouverte à tous, élus et citoyens.

Pris dans l'excitation du quotidien nous n'accordons guère de temps à la réflexion et à la prise de recul. Nous sommes dans l'immédiateté, contraint de tenir compte des pressions diverses et incessantes, de réagir vite... Nous



avons au contraire voulu laisser un espace à la pensée, alimenter un think tank local, permettre à chacun de découvrir ce qui peut se dire autour de nous. De la mondialisation au local, de l'écologie à la jeunesse, les thématiques furent diverses et transversales. La profusion des idées et points de vues, leur force et leur caractère stimulant avaient toutes un point commun: celles de nous proposer un regard différent sur le monde, de nous indiquer des solutions possibles, loin, le plus souvent, des sentiers battus.

Écouter chacun de ces conférenciers, au-delà la richesse de cette pensée plurielle c'était aussi partager leur énergie, leur envie de se battre, d'oser imaginer que l'on peut changer le monde. Que tout est possible !

L'abécédaire qui suit ne vise qu'à vous donner de manière succincte et plaisante une synthèse de ce que nous avons pu entendre et voir, de ce trésor trop souvent méconnu et surtout mal utilisé. Une forme d'invitation à poursuivre la réflexion mais plus encore à vouloir la mettre en oeuvre au plus vite sans attendre davantage...

Le citoyen né avec la révolution française a trop souvent délégué son pouvoir et abandonné son obligation d'agir. Aujourd'hui il importe que nous devenions tous acteurs de notre société au plein sens du terme, que nous partagions ensemble et la réflexion et la décision, qu'elle soit bien l'expression commune de la cité. Il est de la responsabilité de chacun de participer pleinement à la nécessité de ces changements si nous voulons donner un avenir à nos enfants...

Thierry CATROU

Président du Conseil de Développement du Pays de Lorient



Il y a toujours des **A**lternatives économiques et des marges de manœuvre

«There is no alternative» tel était le slogan de Margaret Thatcher dans les années 80 pour justifier sa politique économique. 30 ans après, en écoutant le discours médiatique, on peut encore avoir l'impression qu'il n'y a toujours qu'une seule politique possible.... Les intervenants dans notre cycle «Avenir économique» ont certes souligné l'ampleur et la sévérité de la crise économique qui nous frappe. Ils ont aussi insisté sur l'absence de fatalité et l'existence d'alternatives et de marges de manœuvre. Pour Thierry Pech, elles existent au moins dans trois domaines : le niveau des inégalités qui n'est pas inéluctable, le poids de la finance qui peut être réduit, la conversion écologique qui n'est pas une option mais une nécessité.

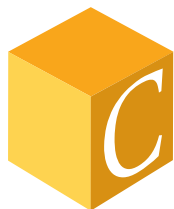
De même pour EM Mouhoud, la mondialisation ne détruit pas les marges de manœuvre au niveau local : la qualité des services collectifs (éducation, santé..), des services cognitifs (innovation invisible) sont notamment des atouts pour le développement des territoires.



La **B**retagne : un modèle remis en cause mais des atouts à ne pas gâcher

Le modèle économique breton est réinterrogé. En 2010, Alain Even a souligné que trois évolutions majeures poussent à cette réinterrogation : l'agriculture est inquiète, les bases industrielles sont fragilisées (automobile, électronique, agroalimentaire....), l'économie résidentielle prend de plus en plus d'importance. La période de rattrapage de 1950 à 1990 a cédé la place à une période de doute et de remise en cause. Le vieillissement de la population, la forte pression foncière et le risque de déséquilibre territorial sont autant de défis à relever.

Mais la Bretagne a des atouts à ne pas gâcher : son niveau de formation, son potentiel de recherche, sa culture du débat



La **C**rise n'est pas finie... et elle n'est pas que financière ou budgétaire

En cet été 2012, il n'y a plus beaucoup de doutes sur le fait que la crise entamée en 2007-2008 (faillite de Lehman Brothers en septembre 2008) n'est pas terminée. La crise de la zone euro et des dettes publiques initiée à l'été 2011 a douché les espoirs d'une sortie de crise rapide. Dès début 2010, Paul Jorion avait insisté sur la non résolution des problèmes fondamentaux qui affectent le système économique et notamment les déséquilibres qui multiplient les phénomènes de «bulles» (internet, subprimes, immobilier commercial à venir...).

De plus, la crise est multiple. Elle touche aussi :

- **le social** : montée des inégalités et du chômage, montée des «dépenses contraintes»¹, difficulté à solvabiliser la demande dans un certain nombre de secteurs,
- **l'écologie** : raréfaction des ressources, montée des prix du pétrole, réchauffement climatique,
- **la compétitivité** notamment en France avec un déficit commercial record.



Le **D**éveloppement **D**urable : moins à la mode mais toujours d'actualité

Le concept de développement durable a 25 ans. Depuis, le mot s'est usé et le concept banalisé. Mais l'objectif reste une nécessité impérieuse compte tenu de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. Comme le souligne Éloi Laurent «*plus nous savons moins nous agissons*» alors que la prospérité économique issue de la révolution industrielle a entraîné un changement environnemental sans précédent. Le développement durable articule les trois dimensions (économie, environnement et social) et suppose aussi la mobilisation des citoyens. Pour Guillaume Duval, il faudra un déclic pour aller véritablement vers le développement durable : Il évoque l'équivalent d'un «Pearl Harbour» pour la prise de décision d'entrée en guerre des USA.

(1) : Dépenses contraintes : dépenses pré-engagées (logement, chauffage, assurances, téléphone), difficilement modifiables



Un système **E**conomique mondial en recomposition

Au niveau international, le déséquilibre entre grandes régions est patent. Les pays émergents sont devenus les «ateliers du monde» mais aussi de grands épargnants fournisseurs de capitaux. Les pays occidentaux sont très endettés et consomment plus qu'ils ne produisent. Cette situation nouvelle et déstabilisante traduit un «basculément du monde». EM Mouhoud souligne que de nombreuses délocalisations ne recherchent pas les bas coûts de production mais surtout l'accès aux marchés en croissance des pays émergents.

Sur une plus longue période, on peut aussi considérer que la Chine et l'Inde retrouvent «simplement» une place dans l'économie mondiale plus conforme à leurs poids démographique. Il y a donc un rééquilibrage géographique au moins partiel. La suprématie technologique de l'Occident semble révolue : d'atelier du monde, les pays émergents participent de plus au laboratoire du monde.



La **F**ormation trop inégalitaire et pas assez reconnue

En France, on demande (Gérard Podevin parle même *«d'incantations»*) aux personnes de se former pour maintenir leur employabilité et s'adapter aux mutations du système économique. «Le nouvel esprit du capitalisme» pousse chacun à devenir «entrepreneur de soi» dans une logique de formation individuelle.

Mais, parallèlement, la formation reste mal perçue car elle est peu reconnue dans la promotion ou l'accès aux emplois. De plus, les inégalités d'accès à la formation restent très fortes en France (selon le niveau de formation, l'âge ou la taille de l'entreprise). Ce phénomène est qualifié d'«effet Mathieu» *«on donnera plus à celui qui a et il sera dans l'abondance»*

L'ampleur des mutations et des restructurations devrait pourtant pousser à développer une véritable formation tout au long de la vie. Il faut aider les actifs à s'adapter aux nouveaux emplois ou aux nouveaux métiers. Selon EM Mouhoud *«En matière d'économie, on aide sans doute trop les entreprises et pas assez les personnes»*.



Gouvernance des entreprises : associer les parties prenantes

Le modèle allemand est souvent cité pour sa capacité industrielle, sa rigueur budgétaire et sa puissance exportatrice. Il l'est beaucoup moins en matière de gouvernance des entreprises alors qu'elle est plus participative et collective qu'en France, ce qui facilite leur anticipation des difficultés et la définition et la mise en œuvre de solutions partagées. Selon Guillaume Duval, il faut modifier la gouvernance d'entreprise en passant de la prise en compte de l'intérêt des seuls «shareholders» (actionnaires) à la prise en compte de tous les «stakeholders» (parties prenantes). Les parties prenantes sont les actionnaires, les dirigeants, les salariés et le territoire. Pour Jean-Luc Gréau, un actionnariat plus stable et engagé à plus long terme doit être retrouvé afin de ne pas privilégier la rentabilité à court terme dans les stratégies d'entreprise.



Les dangers d'une Hypertrophie résidentielle

Depuis plusieurs années, Laurent Davezies a mis en évidence le poids de l'économie résidentielle (retraités, touristes, navetteurs) dans le développement local et le phénomène de circulation invisible des richesses sur le territoire national. Pour autant, il ne défend pas les stratégies de développement basées uniquement sur l'économie résidentielle. Au contraire, il souligne leurs dangers. Basées sur un phénomène de rente et d'exploitation de ressources paysagères, elles ne sont pas durables et ne favorisent pas les capacités de rebond en cas de crise.



L'Innovation n'est pas réservée aux métropoles

Pour Guy Baudelle comme pour EM Mouhoud, l'innovation se déroule potentiellement sur l'ensemble du territoire et pas uniquement dans les grandes métropoles. Certes, les grands équipements scientifiques doivent être concentrés (cyclotrons...) pour des raisons d'économie d'échelle mais la recherche et l'innovation sont des phénomènes beaucoup plus larges. Contrairement aux idées reçues, l'avenir économique des villes moyennes ne peut être réduit à l'économie résidentielle et à des secteurs industriels en déclin.

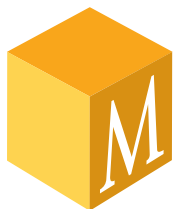
D'ailleurs, selon Guy Baudelle, le mouvement de métropolisation générale souvent décrit ne se vérifie pas dans les faits (et en particulier pas en Allemagne). Les plus grandes villes ne sont pas forcément celles qui se développent le plus vite en matière de population et d'emploi.



Favoriser l'accès des Jeunes à l'autonomie

Pour Camille Peugny, il y a une vraie difficulté en matière d'accès des jeunes à l'autonomie. On n'assiste pas au phénomène de déclassement généralisé décrit par certains mais le taux de pauvreté et de chômage est important chez les jeunes français.

De plus, la reproduction sociale y est plus marquée qu'ailleurs en raison du poids majeur du cursus de formation initiale et de la faiblesse des possibilités de «deuxième chance». Selon une enquête européenne, en France, la moitié des jeunes ont le sentiment de ne pas pouvoir montrer ce dont ils sont capables alors que ce taux est inférieur à 30 % en Allemagne et inférieur à 20 % au Danemark ou en Norvège.



Changer la **M**esure du développement

Thierry Pech, Christian Dutertre ou Éloi Laurent ont mis en évidence le caractère réducteur de la mesure du développement économique et social par le seul PIB (Produit Intérieur Brut). Le niveau atteint par le PIB n'est pas synonyme d'augmentation du bonheur ressenti par les habitants du pays concerné comme le souligne le «paradoxe d'Easterlin»². Il est également très réducteur par rapport au «bien-être économique». Il faut donc construire de nouveaux indicateurs pour mesurer autrement le développement et pouvoir rendre compte de la santé, de la qualité des relations, de l'accès à l'éducation ou aux loisirs...En avril 2012, l'association des régions de France (ARF) a ainsi décliné au niveau régional trois indicateurs alternatifs au PIB : l'indice de développement humain (IDH), l'indicateur de santé sociale (ISS) et l'Empreinte écologique.



Vers un **N**ouveau modèle économique ?

Pour Paul Jorion, Christian Dutertre, Jean Luc Gréau ou Guillaume Duval, une véritable sortie de crise suppose un changement majeur voire radical du système économique actuel. Les diagnostics ne sont pas identiques mais ils appellent à des changements majeurs sur la finance, le commerce mondial, les institutions européennes ou le niveau des inégalités.

Beaucoup d'institutions ou organismes (Conseil économique et Social national, CESER de Bretagne, Conseil d'analyse stratégique) ont publié au cours de ces trois dernières années des rapports sur de «nouveaux modes de développement», «l'enjeu d'un nouveau modèle de développement» ou «l'émergence de nouveaux modèles de croissance». Une rupture est prônée par rapport à la période antérieure en ce qui concerne l'innovation, le financement de l'économie, la montée en gamme de l'industrie...

Est également fréquemment évoquée l'économie de la fonctionnalité qui vise à privilégier l'usage et la recherche de «solutions» plutôt que la seule production de bien (location de pneus par Michelin, de photocopieurs par Rank Xerox, expériences vélib et autolib...). Pour Christian Dutertre, elle ne peut se développer que par une concertation et un partenariat important entre privé et public en particulier au niveau local.

(2) : Paradoxe d'Easterlin : Le niveau de bonheur dans un pays n'est pas lié à son niveau de PIB



L'économie de **P**roduction reste essentielle au développement

Les années 1990 et 2000 et l'avènement de la «nouvelle économie» ont pu laisser penser qu'il fallait privilégier la conception et les services et que la fabrication n'était plus essentielle. Pour Jean Luc Gréau c'est une grave erreur d'avoir cru que l'économie française pouvait ne reposer que sur les services. L'industrie même si elle pèse une part minoritaire des emplois reste indispensable pour les exportations, la recherche ou l'innovation. Laurent Davezies estime qu'au niveau territorial également, il faut conserver un équilibre entre économie productive et économie résidentielle. EM Mouhoud élargit la notion de moteur de l'économie en intégrant l'industrie mais aussi une partie des secteurs classés dans les services (informatique, recherche...). La production est essentielle mais son articulation avec les services aux entreprises est décisive. .



Contradictions et ambiguïtés sur le **R**etour de la croissance

Depuis les années 1990, le Japon a connu une décennie de croissance molle. La France est-elle en train de rentrer dans une évolution comparable ? Après 2000, la croissance du PIB n'y a jamais dépassé 2,5 %...

Pour certains auteurs, il faut dire «Adieu à la croissance» (Jean Gadrey). Pour d'autres, il faut aller plus loin et organiser la décroissance, pour d'autres encore cette décroissance doit être sélective et ne s'appliquer qu'à la consommation de ressources naturelles.

Sans trancher ce débat, il faut reconnaître comme le fait le mensuel Alternatives économiques, une ambiguïté des points de vue sur la croissance : On l'espère à court terme mais on la juge intenable sur le long terme...



Un rôle majeur du **T**erritoire

La sortie de crise appelle bien sûr à des changements et des solutions au niveau national et international. Mais, les intervenants ont souligné le rôle majeur du territoire dans les évolutions et l'avenir économiques. Le développement de l'innovation, les politiques de développement durable, la relation formation emploi notamment reposeront sur la coordination des acteurs et les synergies locales.

Face à la mondialisation, EM Mouhoud insiste sur l'existence de marges de manœuvre au niveau local notamment dans la qualité des services collectifs et de la gouvernance locale.

Guy Baudelle souligne le caractère décisif dans le développement local des ressources universitaires, des laboratoires et de la qualité du cadre de vie pour les actifs.



L'économie **V**erte : une nécessité mais une mise en route difficile

Des espoirs très importants ont été générés par l'idée d'économie verte et de transition écologique. À l'occasion du Grenelle de l'environnement en 2007, la création de plus de 600 000 emplois nouveaux a ainsi été annoncée. Aujourd'hui, des chiffres plus modestes sont annoncés et plusieurs filières vertes ont connu récemment des difficultés économiques. Nos intervenants ont eu des positions variées sur le sujet. Pour certains, l'économie verte est un leurre car elle ne permet pas une réelle économie des ressources notamment à cause de «l'effet rebond»³ et des phénomènes de «greenwashing»⁴. Pour d'autres, elle est avant tout une nécessité et concerne tous les secteurs d'activités (bâtiment, automobile, agroalimentaire, agriculture...).

Pour d'autres enfin, il y a un réel espoir dans le développement économique porté par les technologies vertes mais surtout l'économie circulaire (les déchets des uns sont les matières premières des autres) ou l'économie de la fonctionnalité (l'usage plutôt que la possession de biens).

Le conseil de développement du pays de Lorient a lancé un travail en 2012 pour évaluer le poids et les perspectives de l'économie verte dans le Pays de Lorient d'ici 2020.

(3) : Effet rebond : Le gain espéré par un produit plus économe est annulé par la hausse de consommation de ce produit. Exemple : on va faire plus de distance avec un véhicule plus économe en essence.

(4) : Green washing : communication sur les bienfaits écologiques de certains produits sans effet réel sur l'environnement



Bibliographie

La France d'après, Rebondir après la crise

Guillaume Duval

Editions Les petits matins - 2011

Le capitalisme à l'agonie

Paul Jorion

Editions Fayard - 2011

La trahison des économistes

Jean-Luc Gréau

Editions Gallimard - 2008

Le congé individuel de formation

Gérard Podevin et ALII

PU Rennes - 2008

Mondialisation et délocalisation des entreprises

MOUHOUD E.M

Repères, Editions La Découverte - 2011

La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses

Laurent Davezies

La République des Idées Editions Seuil - 2008.

Le développement durable, la seconde étape

Christian Dutertre

Editions de l'Aube - 2010

Le déclassé

Camille Peugny

Editions Grasset - 2009

Le temps des riches : anatomie d'une sécession

Thierry Pech

Editions Le Seuil - 2011

Le développement territorial en Europe concepts enjeux et débats

Guy Baudelle

PU Rennes - 2011

Agir ensemble pour dépasser la crise

Alain Even

Rapport CESER - 2009

Social écologie

Eloi Laurent

Editions Flammarion mars 2011



En 3 ans, un cycle de 13 conférences ouvertes à tous.

Depuis 2009, le Conseil de Développement du pays de Lorient a organisé 13 conférences débats ouvertes à tous sur l'avenir économique. Les deux premières portaient sur «un cluster pour les projets verts» en mai puis «la crise c'est par où la sortie» en novembre. 3 ans après ces 2 thèmes sont toujours d'actualité et la 13^{ème} conférence, en mai 2012, a porté sur «l'économie verte : une voie de sortie de crise ?».

Au cours de ces trois années, les sujets abordés peuvent être regroupées en quatre grandes rubriques :

- **La sortie de crise**
- **La transformation sociale et le rôle de la formation**
- **L'Economie verte et le développement durable**
- **Le développement des territoires**

Ces débats intéressent au-delà du cercle des spécialistes et des économistes. Les conférences ont ainsi réuni de 60 à 150 personnes selon les cas venant de tous horizons : acteurs économiques, syndicaux, associatifs, techniciens et grand public.

Un débat nécessaire dans une période de doute et d'interrogations

Depuis 2008, avec la crise financière puis économique, beaucoup de certitudes des années 2000 (financiarisation, dérégulation...) ont été remises en question. La dégradation de l'environnement, la désindustrialisation, la concurrence des pays émergents ont alimenté les interrogations sur notre modèle de développement. Les débats médiatiques et les urgences du court terme accordent finalement peu de place aux réflexions plus globales sur l'avenir économique. Les conférences ont aussi permis à tous d'écouter des experts et spécialistes de ces questions présenter leurs idées de façon détaillée (45 minutes à 1 heure d'intervention).

Une sélection des messages essentiels

Ce document s'efforce de capitaliser une partie de la richesse des interventions des experts et spécialistes ayant participé au cycle de conférences. Il prend la forme d'un abécédaire qui présente une sélection subjective de messages que nous avons considéré comme essentiels. Il est destiné à ceux qui ont pu être présents et aussi à tous ceux qui n'ont pas pu se rendre disponibles.

Bien entendu, il n'y a pas de certitudes ni de vérités révélées mais plutôt un point d'étape pour poursuivre la réflexion sur l'avenir économique et plus particulièrement sur celui de notre territoire. Nous invitons chaque lecteur à nous faire part de leurs réactions et commentaires sur cet abécédaire.

**Contacts : l.debacq@audelor.com
g.poupard@audelor.com**

Conseil de Développement du Pays de Lorient

12, av. de la Perrière - 56324 LORIENT

Tél. 02 97 88 22 56 Fax 02 97 88 22 40

www.conseil-developpement-pays-lorient.fr